

## La mobilisation perdue



La mobilisation perdue

L'intersyndicale gersoise appelait à une quatorzième journée de grève nationale, ce mardi 6 juin, contre la réforme des retraites depuis janvier dernier. Une nouvelle journée de mobilisation devant peser sur le vote des député-es, le 8 juin prochain, d'une proposition de loi visant à abroger en partie la réforme des retraites en refixant à nouveau l'âge légal de départ à 62 ans au lieu de 64.

Pour cette 14e journée de mobilisation, plus de 2500 personnes d'après les syndicats ont défilé 1000 personnes selon la police.

Parties des Allées Lagarrasic, Bd Sadi Carnot, Avenue Hoche, Rue Rouget de l'isle, Patte d'oie, Av Alsace, rue de Lorraine, Rue Gambetta, arrivée place de la Libération.

### Rapport de la Prise de parole intersyndicale gersoise

Nous sommes réuni.e.s ce jour, à l'appel de l'intersyndicale nationale pour une quatorzième journée de grève nationale contre la réforme des retraites depuis janvier dernier.

Cette nouvelle journée de mobilisation doit peser sur le vote des député-es, le 8 juin prochain, d'une proposition de loi visant à abroger en partie la réforme des retraites en refixant à nouveau l'âge légal de départ à 62 ans au lieu de 64 à partir du 1er septembre prochain.

Nous pouvons nous féliciter que l'unité syndicale comme la mobilisation perdue.

Macron et son gouvernement, en mettant en œuvre un semblant de "dialogue social", tente de faire croire que la page des retraites est tournée, qu'il n'y a aucun problème dans ce pays...et que la colère sociale n'existe plus. Mais les raisons de fond de notre mobilisation engagée depuis janvier sont bien plus profondes et ont pour socle la lutte pour le partage des richesses. Opposé à nos batailles sociales, environnementales, économiques, ce gouvernement, au service des grands groupes capitalistes et de la finance, continue son entreprise de destruction de nos acquis sociaux et de destruction des écosystèmes. Ses annonces sur la conditionnalité du RSA, sur la soi-disant industrie verte, sur une diminution des impôts qui va encore affaiblir nos services publics déjà exsangues, le démontrent.

Cela fait des années que le patronat bénéficie d'exonérations de cotisations sociales, de crédits d'impôts et autres niches fiscales, d'aides publiques de l'ordre de 150 milliards d'euros par an .... Les profits des grandes entreprises, les dividendes versés aux actionnaires sont indécents (80 milliards€), et se font au détriment des salarié-e-s, des retraité-es, des femmes, des personnes en situations de handicap, des personnes sans-papiers, des chômeur-euses et précaires.

Dans une énième tentative de convaincre l'opinion publique de tourner la page de la réforme des retraites, Emmanuel Macron a donc annoncé dans un nouvel exercice télévisuel 2 milliards d'euros de baisses d'impôts pour les "classes moyennes".

Alors que les cadeaux faits aux riches et aux entreprises sont toujours aussi importants, rien n'est fait pour imposer une hausse des salaires dans le public et le privé, Emmanuel Macron annonce des baisses d'impôts pour les classes moyennes". Espère-t-il ainsi faire croire à une partie des travailleur-ses à du "plus" en bas de la feuille de paie ?

Personne ne s'y trompe.

**Ces baisses ne seront pas "du plus"**. Elles auront des conséquences désastreuses et contribueront encore à l'appauvrissement général. D'autant que Macron reste évasif sur les modalités de cette baisse qui pourrait ne pas passer par une baisse de l'impôt sur le revenu... mais par une baisse des cotisations sociales ! En clair, ça pourrait être une nouvelle attaque contre le système de protection sociale et un cadeau au patronat !

**Les impôts servent entre autres à nos services publics : santé, éducation, culture etc...** Tout comme la protection sociale alimentée par les cotisations sociales, les services publics sont notre bien commun qui permet notamment redistribution, le partage des richesses et la réduction des inégalités.

Macron évoque pour l'hôpital un énième plan de sauvetage devant mettre fin aux problèmes des urgences d'ici 18 mois et pour l'Éducation promet de remplacer tous les enseignant-es absent-es. En parallèle, il assèche les recettes publiques et celles de la sécurité sociale.

**Baisser les impôts, c'est bien dégrader encore la situation des services publics.**

– Casse des lycées professionnels, avec la suppression de certaines filières et l'allongement et la rémunération des stages des élèves, au détriment de leur formation générale. Cela aura pour conséquence de les faire entrer dans la population active et de baisser artificiellement les chiffres du chômage, et à terme, d'en réduire la durée d'indemnisation. Tout cela aux mépris des enseignant.es de ces filières tenu.es d'accepter les nouvelles missions du pacte ou de se reconverter au pied levé.

– Ce "Pacte", c'est la logique du travailler plus pour gagner plus. Quant à la part de soi-disant augmentation salariale sans condition, elle consiste en réalité à une augmentation de primes, primes qui ne sont pas comptabilisées pour la retraite et ne concernent pas tous les personnels de l'éducation. Entre la réforme des retraites et le "Pacte", le gouvernement et le ministère de l'Éducation nationale veut nous imposer le "travailler plus pour gagner plus", travailler plus au quotidien et travailler plus longtemps au détriment de nos conditions de travail et du service public d'éducation.

### **Le président des riches n'arrivera pas à faire tourner la page avec de telles annonces. La population n'est pas dupe.**

C'est bien d'augmentation de salaires dont les travailleuses et travailleurs ont besoin : 400 euros immédiatement et pas de salaire à moins de 1700 euros net.

La pauvreté ne doit pas être une fatalité, les ultra-riches doivent partager.

C'est aussi des services publics sur l'ensemble du territoire avec des moyens matériels et humains qu'il faut développer et créer en urgence. Les Maisons France Service n'en sont que des pis allers.

Nous exigeons le retrait immédiat de la réforme des retraites et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein après 37,5 annuités de cotisation, contrairement à la gauche entre 2012 et 2017.

La page n'est pas tournée !

Défendre nos retraites, nos salaires et nos conditions de travail, c'est aussi défendre la démocratie. La multiplication des violences policières, des gardes à vue abusives, des réquisitions de salarié-es, des interdictions de se rassembler ou de manifester sont très préoccupantes et posent la question de la nature du régime vers lequel va ce pouvoir.

Un pouvoir qui interdit les manifestations écologistes et autorise les manifestations d'extrême droite.

Un pouvoir qui participe ainsi à la montée du fascisme et persiste dans l'inaction climatique.

Les urgences aujourd'hui, c'est la hausse des salaires, pensions, minimas sociaux, c'est l'accès aux besoins sociaux et aux biens communs pour toutes et tous (énergies, eau, éducation, santé, logement, culture, transports...), ce sont aussi l'écologie et le climat, l'égalité femmes/hommes, les droits des étranger-es, la défense de la paix contre les impérialismes, les guerres et leurs profiteurs.

Notre mouvement est profond. Il n'y a pas d'apaisement possible face à tant d'injustice sociale. Faisons pression sur l'ensemble des parlementaires pour qu'elles et ils votent pour la proposition de loi de revenir sur la réforme des retraites ! Le combat pour que cette réforme ne s'applique pas continue ! Organisons les casseroles, les actions diverses, les rassemblements !

Contre l'extrême droite, contre la réforme des retraites, contre la destruction de nos conquêtes sociales, contre la destruction de la biodiversité, contre l'enrichissement de quelques-uns.



Rassemblement Allées Lagarassic



Départ



A la Patte d'Oie



I



Prise de parole intersyndicale





Place de la Libération

